



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

Revue de presse Du 20 au 26 aout 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

➤ **Catastrophes Naturelles3**

- La Commission de l’océan Indien pour renforcer la gestion des risques de catastrophes
-
- La Commission de l’océan Indien appelle à un investissement plus accru dans la gestion des risques de catastrophes en Indianocéanie
- Projet Islands : investissement sur la gestion des risques et catastrophes

- Catastrophes naturelles : le projet « Islands » soutient les îles de l’Océan Indien
- The Indian Ocean Commission calls for greater investment on disaster risk management in South West Indian Ocean region
- INDIANOCÉANIE - GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES : La COI souhaite un investissement plus accru
- Projet Islands : investissement sur la gestion des risques et catastrophes

➤ **Santé.....15**

- Intervention Dr Loïc Flachet <Priorité Santé
- JAY MOOTOOSAMY, HERBORISTE AU MARCHÉ CENTRAL : DES HERBES POUR GUÉRIR AU NATUREL
- Assistance de la COI à la campagne de vaccination

➤ **Tourisme18**

- TOURISME: Les arrivées et recettes revues à la hausse

Catastrophes Naturelles

Témoignages

La Commission de l'océan Indien pour renforcer la gestion des risques de catastrophes

Journée mondiale de l'humanitaire

20 août 2016

Hier à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, la Commission de l'océan Indien a appelé à un investissement plus accru dans la gestion des risques de catastrophes dans la région Sud-Ouest de l'océan Indien. Les catastrophes naturelles ont causé des dommages estimés à plus de 17,2 milliards de dollars en termes d'infrastructures agricoles et économiques en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar depuis 1980. Ceci équivaut à une perte moyenne annuelle estimée à 430 millions de dollars sur la base des catastrophes naturelles enregistrées.



L'Indianocéanie est la troisième région du monde la plus touchée par les catastrophes naturelles. Compte tenu de sa situation géographique et de sa superficie, Madagascar figure parmi les pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles et les plus impactés économiquement. En avril dernier, le cyclone tropical 'Fantala', l'un des plus violents cyclones tropicaux jamais enregistrés dans le bassin du Sud-Ouest de l'océan Indien, a dévasté l'atoll de Farquhar aux Seychelles, causant des dommages importants aux infrastructures et à l'environnement.

Le changement climatique accroît les dégâts

« Les catastrophes naturelles feront toujours partie intégrante de notre vie dans l’océan Indien. Nous ne pouvons pas empêcher les cyclones, les sécheresses et les inondations de se produire, d’autant que le changement climatique accroît les dégâts causés à nos communautés. Toutefois, grâce à nos décisions et nos actions, nous pouvons jouer un rôle crucial pour éviter que ces risques ne se transforment en catastrophes meurtrières et économiquement dévastatrices », a déclaré Mme Gina Bonne, chargée de mission « Environnement durable et changement climatique » de la Commission de l’océan Indien.

Dans le but d’appuyer les décideurs de la région à se concentrer sur des stratégies proactives de réduction des risques, la Commission de l’océan Indien, à travers son projet ISLANDS financé par l’Union européenne, a mis en œuvre, conjointement avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), un programme novateur, appelé le Programme ISLANDS de Protection Financière (IFPP), qui fournit des outils visant à améliorer la résilience des pays de la région et à réduire leur vulnérabilité face aux risques de catastrophes.

« La réduction des risques n’est pas nouvelle en soi. Ce qui a changé, c’est l’approche globale de la réduction de ces risques, aujourd’hui basée sur les nouvelles technologies. Ces technologies ont abouti à la création d’outils nouveaux et puissants qui peuvent mesurer les risques avec une plus grande précision. Il est important pour les gouvernements d’acquérir les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour utiliser ces outils, car une évaluation plus précise de la nature et de l’étendue des risques leur permettra de mieux anticiper les dommages futurs. En connaissant mieux les risques qu’ils encourent, les pays peuvent déterminer les investissements nécessaires pour couvrir l’impact financier des catastrophes rencontrées », poursuit Mme Bonne.

457 millions de dollars pour gérer les risques

A travers l’IFPP, les connaissances et les compétences nécessaires sont transférées aux techniciens nationaux, afin que chaque pays soit suffisamment équipé pour répondre à ses propres défis. Ainsi, une partie importante du programme, déjà mis en œuvre par UNISDR, s’est focalisée

sur la formation du personnel local et de points focaux nationaux pour assurer toute la coordination.

Grâce au programme, un total de 220 personnels locaux a été formé au cours des dernières années. Plus de 3.200 données cartographiques sur les catastrophes ont été recueillies dans la région. Enfin, les îles participantes (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar) ont mis en œuvre leur revue budgétaire qui leur a permis d'estimer les investissements nécessaires dans la gestion et la réduction des risques.

« Les gouvernements de la région sont conscients des risques de catastrophes toujours croissants et de la vulnérabilité des pays de la région. Cependant, il est difficile pour eux de justifier l'augmentation des investissements si elles ne peuvent pas fournir des preuves tangibles et mesurables de l'impact positif de ces investissements. »

Au cours des dernières années, les investissements dans la gestion des risques de catastrophe identifiés dans les budgets nationaux sont passés de 2 à 16% du total des montants budgétaires annuels. Ce qui équivaut à une somme combinée de 457 millions de dollars chaque année dans la région.

« Le programme a permis de jeter les bases techniques pour la définition de politiques plus efficaces de réduction des risques de catastrophes. Cependant, il reste beaucoup à faire pour consolider ces acquis et rendre les outils pleinement opérationnels. Il est important de se rappeler que la décision relative à l'augmentation des investissements en matière de politiques publiques reste entre les mains des gouvernements », a conclu Mme Bonne.

<http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/la-commission-de-l-ocean-indien-pour-renforcer-la-gestion-des-risques-de-catastrophes.87276>



La Commission de l’océan Indien appelle à un investissement plus accru dans la gestion des risques de catastrophes en Indianocéanie

A l’occasion de la Journée mondiale de l’aide humanitaire, la Commission de l’océan Indien a appelé à un investissement plus accru dans la gestion des risques de catastrophes dans la région Sud-Ouest de l’océan Indien.

Les catastrophes naturelles ont causé des dommages estimés à plus de 17,2 milliards de dollars en termes d’infrastructures agricoles et économiques en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar depuis 1980. Ceci équivaut à une perte moyenne annuelle estimée à 430 millions de dollars sur la base des catastrophes naturelles enregistrées.

L’Indianocéanie est la troisième région du monde la plus touchée par les catastrophes naturelles. Compte tenu de sa situation géographique et de sa superficie, Madagascar figure parmi les pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles et les plus impactés économiquement. En avril dernier, le cyclone tropical “Fantala”, l’un des plus violents cyclones tropicaux jamais enregistrés dans le bassin du Sud-Ouest de l’océan Indien, a dévasté l’atoll de Farquhar aux Seychelles, causant des dommages importants aux infrastructures et à l’environnement.

« Les catastrophes naturelles feront toujours partie intégrante de notre vie dans l’océan Indien. Nous ne pouvons pas empêcher les cyclones, les sécheresses et les inondations de se produire, d’autant que le changement climatique accroît les dégâts causés à nos communautés. Toutefois, grâce à nos décisions et nos actions, nous pouvons jouer un rôle crucial pour éviter que ces risques ne se transforment en catastrophes meurtrières et économiquement dévastatrices », a déclaré Mme Gina Bonne, chargée de mission « Environnement durable et changement climatique » de la Commission de l’océan Indien.

Dans le but d’appuyer les décideurs de la région à se concentrer sur des stratégies proactives de réduction des risques, la Commission de l’océan Indien, à travers son projet ISLANDS financé par l’Union européenne, a mis en œuvre, conjointement avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), un programme novateur, appelé le Programme ISLANDS de Protection Financière (IFPP), qui fournit

des outils visant à améliorer la résilience des pays de la région et à réduire leur vulnérabilité face aux risques de catastrophes.....à lire plus

« Le programme a permis de jeter les bases techniques pour la définition de politiques plus efficaces de réduction des risques de catastrophes. Cependant, il reste beaucoup à faire pour consolider ces acquis et rendre les outils pleinement opérationnels. Il est important de se rappeler que la décision relative à l'augmentation des investissements en matière de politiques publiques reste entre les mains des gouvernements », a conclu Mme Bonne.

<http://www.maurice-info.mu/commission-de-locean-indien-appelle-a-investissement-plus-accru-gestion-risques-de-catastrophes-indianoceanie.html>



Projet Islands : investissement sur la gestion des risques et catastrophes

22/08/2016

Depuis 1980, les dommages causés par les aléas naturels sont estimés plus de 17,2 milliards de dollars en infrastructure agricole et économique dans la note de l'océan Indien, notamment en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar. La perte annuelle est estimée à 430 millions de dollars sur la base des catastrophes naturelles enregistrées.

Face à cela, la Commission de l'Océan Indien (COI), dans son projet financé par l'Union Européenne veut appuyer chaque décideur dans chaque région à travers le programme Islands de protection financière (IFPP) en partenariat avec le Bureau des Nations unies. Ce programme vise à améliorer la résilience de chaque pays face aux catastrophes naturelles en fournissant les outils nécessaires.

Dans le cadre de ce programme, 220 personnels issus de toutes les régions de l'océan Indien ont été formés pour réaliser un revue budgétaire afin d'estimer le coup de la gestion de risques nécessaire. *«Au cours des dernières années, les investissements dans la gestion des risques de catastrophes identifiés dans les budgets nationaux sont passés de 2 à 16%*

7

du total des montants budgétaires annuels. Ce qui équivaut à une somme combinée de 457 millions de dollars dans la région», a-t-on rapporté dans un communiqué.

En fait, l'Indianocéanie est la troisième région la plus frappée par les catastrophes naturelles. A part les Iles de l'Océan Indien, Madagascar est plus exposé à des cyclones tropicaux tous les ans. En avril dernier, lors du passage de Fantala, de nombreux dégâts sur l'environnement et les infrastructures ont été enregistrés à Madagascar et surtout aux Seychelles.

Mamisoa Antonia

<http://www.newsmada.com/2016/08/22/projet-islands-investissement-sur-la-gestion-des-risques-et-catastrophes/>



Catastrophes naturelles : le projet « Islands » soutient les îles de l'Océan Indien

20 août 2016

A l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire qui a eu lieu hier, la Commission de l'Océan Indien, a appelé au soutien des gouvernements d'Indioocéanie pour la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Les catastrophes naturelles ont en effet causé des dommages de plus de 17,2 milliards de dollars sur les infrastructures agricoles et économiques en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles mais aussi à Zanzibar depuis 1980. La perte moyenne annuelle est estimée à 430 millions de dollars.

L'Indianocéanie est donc la troisième région du monde la plus touchée par les catastrophes naturelles. Madagascar figure d'ailleurs parmi les pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles et les plus impactés économiquement.

La Commission de l'Océan Indien, à travers son projet ISLANDS financé par l'Union européenne, a mis en œuvre, avec le Bureau des Nations unies un programme qui fournit des outils pour réduire la vulnérabilité de ces pays..... « Le programme a permis de jeter les bases techniques pour la définition de politiques plus efficaces pour gérer les catastrophes. Cependant, il reste beaucoup à faire pour consolider ces acquis et rendre les outils pleinement opérationnels. Il est important de se rappeler que l'augmentation des investissements en matière de politiques publiques reste entre les mains des gouvernements », a conclu Madame Bonne.

<http://www.freedom.fr/catastrophes-naturelles-le-projet-islands-soutient-les-iles-de-locean-indien/>



A Medium Corporation [US]

The Indian Ocean Commission calls for greater investment on disaster risk management in South West Indian Ocean region



The region's largest island, Madagascar, remains one of the most economically and geographically impacted countries in the world from natural disasters. © COI/Andriamasinoro

Mauritius, 19 August 2016—On World Humanitarian Day, the Indian Ocean Commission called for greater investment on disaster risk management in the South West Indian Ocean Region. Natural hazards caused more than USD 17.2 billion worth of infrastructure, agricultural and economical damage to the Union of Comoros, Madagascar, Mauritius, Seychelles and Zanzibar collectively since 1980. It loses an average of USD 430 million each year to the registered natural hazards.

In April this year, the Tropical Cyclone “Fantala,” one of the strongest tropical cyclones on record for the Indian Ocean, passed over Farquhar group of islands, Seychelles, causing significant and severe damage to infrastructure and environment. And the region’s largest island, Madagascar, remains one of the most economically and geographically impacted countries in the world from natural disasters.

“Natural hazards will always be an integral part of our life in the Indian Ocean. We cannot stop cyclones, droughts and floods from happening, and climate change is now increasing the damage they inflict on our communities. However, through our decisions and actions, we can play a critical role in preventing such hazards from turning into deadly and economically devastating disasters”, stated Ms. Gina Bonne, Officer-in-Charge of Environment and Climate Change, Indian Ocean Commission.

To assist the decision-makers of the region to focus on proactive risk reduction strategies, the Indian Ocean Commission, through the ISLANDS Project, funded by the European Union has developed jointly with the UN Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR) an innovative programme called The Islands Financial Protection Programme (IFPP) which provides tools that can help improve resiliency of the countries in the region and reduce their vulnerability to catastrophic external events.

“The goal of reducing risk is not new in itself. What has changed is the whole approach to risk reduction, which today is based on the new technologies. These technologies have resulted in the creation of new and powerful tools that can measure risk with greater precision. It is important for governments to acquire knowledge and know-how necessary to use these tools, since a more accurate evaluation of the nature and extent of risk will enable them to better anticipate future damage. Knowing more the risks they run, countries can forecast the investment needed to cover the financial impact of disasters encountered”, Mrs. Bonne continued.

The aim of the IFPP is to transfer knowledge and skills to local technicians so that each country is equipped to meet its own particular challenges. An important part of the programme, already implemented by UNISDR, has

therefore centered on training of local personnel and the development of hosting agencies and local focal points which ensure the entire coordination.

Thanks to the programme, a total of 220 local personnel have been trained over the past years. More than 3,200 disaster data cards were gathered in the region and the participating islands (Union of Comoros, Madagascar, Mauritius, Seychelles and Zanzibar) have implemented their risk-sensitive budget review that enables them to estimate the investment needed in risk management and risk reduction.

“Governments of the region are aware of the increased risk of disasters and of the vulnerability of countries in the region. However, it is difficult for them to justify increased investment if they cannot provide tangible, measurable evidence of the positive impact that will result”.

Over the past years, Disaster Risk Management DRM-marked investments found in national budgets ranged from 2 to 16% of total annual budget amounts. This amounts to a combined USD 457 million each year in the region.

“The programme has been successful in providing the technical basis for establishing more efficient disaster risk reduction policies. However, much remains to be done in order to consolidate this foundation and make the tools fully operational. It is important to remember that the decision on increased investment with respect to public policies remains in the hands of the government”, Mrs. Bonne concluded.



<https://medium.com/@Islands.COI/the-indian-ocean-commission-calls-for-greater-investment-on-disaster-risk-management-in-southwest-52e052b150b9#.kcvpcrszn>

INDIANOCÉANIE - GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES : La COI souhaite un investissement plus accru

Des dommages estimés à plus de USD 17,2 milliards enregistrés aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar depuis 1980

20 AOÛT, 2016



À l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, la Commission de l'océan Indien a appelé à un investissement plus accru dans la gestion des risques de catastrophes dans la région sud-ouest de l'océan Indien. Les catastrophes naturelles ont causé des dommages estimés à plus de 17,2 milliards de dollars en termes d'infrastructures agricoles et économiques aux Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar depuis 1980. Ceci équivaut à une perte moyenne annuelle estimée à USD 430 M sur la base des catastrophes naturelles enregistrées.

« L'Indianocéanie est la troisième région du monde la plus touchée par les catastrophes naturelles », observe Gina Bonne, chargée de mission « Environnement durable et changement climatique » de la Commission de l'océan Indien.

Madagascar figure, pour sa part, parmi les pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles et les plus affectés économiquement compte tenu de sa situation géographique et de sa superficie. En avril dernier, le cyclone tropical Fantala, l'un des plus violents jamais enregistrés dans le bassin du sud-ouest de

l'océan Indien, a dévasté l'atoll de Farquhar aux Seychelles, causant des dommages importants aux infrastructures et à l'environnement.....« La réduction des risques n'est pas nouvelle en soi. Ce qui a changé, c'est l'approche globale de la réduction de ces risques, aujourd'hui basée sur les nouvelles technologies. Ces technologies ont abouti à la création d'outils nouveaux et puissants qui peuvent mesurer les risques avec une plus grande précision. Il est important pour les gouvernements d'acquérir les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour utiliser ces outils, car une évaluation plus précise de la nature et de l'étendue des risques leur permettra de mieux anticiper les dommages futurs. En connaissant mieux les risques qu'ils encourent, les pays peuvent déterminer les investissements nécessaires pour couvrir l'impact financier des catastrophes rencontrées », poursuit Gina Bonne.

À travers l'IFPP, les connaissances et les compétences nécessaires sont transférées aux techniciens nationaux, afin que chaque pays soit suffisamment équipé pour répondre à ses propres défis. Ainsi, une partie importante du programme, déjà mis en œuvre par UNISDR, s'est focalisée sur la formation du personnel local et de points focaux nationaux pour assurer toute la coordination. Grâce au programme, un total de 220 personnels locaux a été formé au cours des dernières années. Plus de 3 200 données cartographiques sur les catastrophes ont été recueillies dans la région. Enfin, les îles participantes (Union des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar) ont mis en œuvre leur revue budgétaire qui leur a permis d'estimer les investissements nécessaires dans la gestion et la réduction des risques.

« Les gouvernements de la région sont conscients des risques de catastrophes toujours croissants et de la vulnérabilité des pays de la région. Cependant, il est difficile pour eux de justifier l'augmentation des investissements s'ils ne peuvent pas fournir des preuves tangibles et mesurables de l'impact positif de ces investissements. »

Au cours des dernières années, les investissements dans la gestion des risques de catastrophe identifiés dans les budgets nationaux sont passés de 2 à 16 % du total des montants budgétaires annuels. Ce qui équivaut à une somme combinée de USD 457 M chaque année dans la région.

« Le programme a permis de jeter les bases techniques pour la définition de

politiques plus efficaces de réduction des risques de catastrophes. Cependant, il reste beaucoup à faire pour consolider ces acquis et rendre les outils pleinement opérationnels. Il est important de se rappeler que la décision relative à l'augmentation des investissements en matière de politiques publiques reste entre les mains des gouvernements », a conclu Gina Bonne.

<http://www.lemauricien.com/article/indianoceanie-gestion-des-risques-catastrophes-la-coi-souhaite-investissement-plus-accru>



Projet Islands : investissement sur la gestion des risques et catastrophes

22/08/16

Depuis 1980, les dommages causés par les aléas naturels sont estimés plus de 17,2 milliards de dollars en infrastructure agricole et économique dans la note de l'Océan Indien, notamment en Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar. La perte annuelle est estimée à 430 millions de dollars sur la base des catastrophes naturelles enregistrées.

Face à cela, la Commission de l'Océan Indien (COI), dans son projet financé par l'Union Européenne veut appuyer chaque décideur dans chaque région à travers le programme Islands de protection financière (IFPP) en partenariat avec le Bureau des Nations unies. Ce programme vise à améliorer la résilience de chaque pays face aux catastrophes naturelles en fournissant les outils nécessaires.

Dans le cadre de ce programme, 220 personnels issus de toutes les régions de l'Océan Indien ont été formés pour réaliser une revue budgétaire afin d'estimer le coût de la gestion des risques nécessaires. *«Au cours des dernières années, les investissements dans la gestion des risques de catastrophes identifiés dans les budgets nationaux sont passés de 2 à 16% du total des montants budgétaires annuels. Ce qui équivaut à une somme combinée de 457 millions de dollars dans la région»,* a-t-on rapporté dans un communiqué.

En fait, l'Indianocéanie est la troisième région la plus frappée par les catastrophes naturelles. À part les îles de l'Océan Indien, Madagascar est plus exposé à des cyclones tropicaux tous les ans. En avril dernier, lors du passage de Fantala, de nombreux dégâts sur l'environnement et les

infrastructures ont été enregistrés à Madagascar et surtout aux Seychelles.

<http://madagascar-actualites.com/projet-islands-investissement-sur-la-gestion-des-risques-et-catastrophes/>

Santé



Priorité Santé

Pour votre information, le Dr Loïc Flachet, Coordinateur du projet Veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien, à présenter le Réseau SEGA One Health sur Radio France international, le mardi 23 août 2016 à 11h50 (heure française) dans le cadre de l'émission «Priorité Santé».

<http://www.rfi.fr/emission/20160823-stress-maladies-cardiovasculaires>

LeDEFIMEDIAGROUP

**HERBORISTE AU MARCH : JAY MOOTOOSAMY,
CENTRAL : DES HERBES POUR GUÉRIR AU
NATUREL**

24 AOÛT 2016

Jay Mootoosamy a succédé à son père depuis 25 ans, tout en affirmant qu'il a pris goût au métier depuis l'âge de sept ans quand il aidait ses parents.

Réputé pour ses plantes médicinales, Jay Mootosamy est une figure incontournable au Marché central, pour ceux qui se confient aux vertus de la nature pour se guérir.

Chez l'herboriste, on y trouve des plantes pour traiter le cholestérol, diabète, tension artérielle, perte blanche, constipation, cellulite et insomnie, entre autres. On y trouve aussi des aphrodisiaques et autres tisanes composées pour des cures d'amaigrissement. Ses plantes peuvent guérir une cinquantaine de maladies. « Nous sommes herboristes depuis quatre générations », nous dit Jay Mootosamy que nous avons rencontré lundi. Il doit beaucoup à son arrière-grand-père, originaire de l'Inde et dont le livre sert toujours de référence.

Il a succédé à son père depuis 25 ans, tout en affirmant qu'il a pris goût au métier depuis l'âge de sept ans quand il aidait ses parents. Par la suite, il voulait devenir pharmacien et avait même commencé à suivre des cours de pharmacologie, mais le destin a en décidé autrement.

Notre entretien sera interrompu à plusieurs reprises, car à cette heure de la journée, plusieurs personnes affluent vers son échoppe à la recherche d'une tisane pour guérir telle maladie. Parmi, un groupe de touristes allemands et la conversation se déroule en allemand. Plus tard, on apprend qu'il a suivi des cours en allemand, car plusieurs de ses clients sont Allemands et Autrichiens.

Provenance des plantes

Quelle est la provenance de ces plantes ? Des forêts et sur la montagne, affirme Jay. Il explique qu'on doit les couper avant la naissance de la nouvelle lune dans la nuit. Un traitement suit un cycle de 28 jours tout comme le cycle lunaire, explique-t-il. C'est une tradition de l'Ayurvêda, qui respecte la lune.

Toutefois, ces plantes se font de plus en plus rares avec l'urbanisation, poursuit-il. Il explique qu'au temps de son arrière-grand-père, il existait 600 variétés de plantes médicinales notamment sur la Montagnes des Signaux et Le Pouce. Maintenant, on les trouve dans certains endroits situés au centre du pays.

Jay attire l'attention sur le fait que ces plantes doivent évoluer dans leur environnement naturel et loin de la pollution des villes. Il déplore que ces plantes soient appelées à disparaître avec la déforestation qui gagne de plus en plus de terrain.

L'herboriste n'écarte pas la possibilité qu'à l'avenir, on ne soit contraint de cultiver ces plantes pour assurer leur pérennité.

Toutefois, fait-il comprendre, elles ne seront pas comparables avec celles qui poussent à l'état sauvage. Il n'écarte pas le risque que certains producteurs puissent être tentés d'utiliser des produits chimiques pour améliorer leur rendement. Ce serait alors difficile de parler de traitement dépourvu à 100 % de produits chimiques.

« On a encore la chance que la majorité de nos plantes médicinales proviennent de nos forêts », dit-il. Seulement trois produits, soit le Cheney, le Tiraita et l'Aniseed, sont importés de l'Inde.

Honneurs

Soulignons que Jay Mootoosamy a participé à une conférence de l'Unesco aux Seychelles sur les herbes traditionnelles des îles de l'Océan Indien en 2013, sur la recommandation d'Ameenah Gurib-Fakim. **Cette conférence était placée sous l'égide de la Commission de l'océan Indien.**

Il a aussi représenté le pays lors de l'Union African Regional Standard Organisation en 2015, en vue de standardiser les plantes d'Asie et des îles de l'océan Indien. Cette année, il a participé à deux jours de causeries au Château du Réduit, organisé par le ministère d'Ayush de l'Inde. C'est un ministère spécialement créé pour s'occuper de la médecine traditionnelle indienne. Soulignons qu'Ayush est l'abréviation de l'Ayurveda Yoga Naturopathy, Sidha et Homeopathy.

<http://defimedia.info/jay-mootoosamy-herboriste-au-marche-central-des-herbes-pour-guerir-au-naturel>

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

Assistance de la COI à la campagne de vaccination

Le Dr Arina Razamoelina, épidémiologiste de la Commission de l'océan Indien (COI), est actuellement à Rodrigues pour encadrer la campagne de vaccination du bétail avec l'épidémie de fièvre aphteuse. La collaboration de la COI a été d'une importance capitale dans le dépistage de la fièvre aphteuse à Rodrigues. Le concours de la COI a aussi été plus que précieux dans le cadre des analyses du virus en laboratoire avant la confirmation officielle.

À hier, plus de 2 000 têtes de bétail avaient été vaccinées dans sept

régions de Rodrigues. Le Dr Razamoelina a fait le déplacement à Rodrigues en vue d'épauler la Commission de l'Agriculture de l'Assemblée régionale et d'assurer le suivi de la campagne de vaccination. D'autres vétérinaires malgaches seront dépêchés dans l'île dans les prochains jours. D'autre part, l'équipe de la Special Mobile Force, faisant partie de la Culling Squad, rentrera à Maurice en fin de semaine. Un signe que le programme d'abattage du bétail devra prendre fin bientôt, sauf dans le cadre de cas exceptionnels. La campagne de vaccination se poursuit aujourd'hui à Pointe-Coton, Deux-Goyaves, Baie Malgache et Île Michel. <http://www.lemauricien.com/article/fievre-politique-et-aphteuse-offensive-mr-et-fpr-contre-l-opr-serge-clair>

Tourisme



TOURISME: Les arrivées et recettes revues à la hausse

19 AOÛT, 2016

Statistics Mauritius vise 1 250 000 visiteurs (+10 000) alors que la BoM prévoit des recettes de Rs 56 milliards (+Rs 1 milliard)



Statistics Mauritius a revu à la hausse son estimation des arrivées touristiques pour cette année, tablant désormais sur 1 250 000 visiteurs au lieu de 1 240 000, selon ses prévisions antérieures. De son côté, la Banque de Maurice (BoM) anticipe pour 2016 des recettes touristiques totales de l'ordre de Rs 56 milliards, soit Rs 1 milliard de plus que le

montant indiqué précédemment.

Avec des arrivées se chiffrant à 1 250 000, Maurice réaliserait une progression de 8,6% par rapport au nombre de visiteurs de 2015 (1 151 252). Pour ce qui est des recettes, la nouvelle estimation de la BoM représenterait une hausse de 11,6% par rapport au montant affiché l'année dernière (Rs 50,2 milliards). Le bilan de la performance de l'industrie touristique pour le premier semestre 2016 fait voir qu'il y a eu croissance de 9,9% des arrivées, soit un total de 586 464, comparativement à 533 781 pour la période correspondante de 2015. Les recettes touristiques ont progressé de 11% sur la même période, passant de Rs 24,2 milliards à Rs 26,9 milliards. Les recettes par touristes ont ainsi augmenté de 1%, s'établissant à Rs 45 868, contre Rs 45 412 pour le premier semestre de 2015.

Statistics Mauritius rapporte que le marché français, le plus important pour Maurice, a enregistré une augmentation de 6,5% (+7 972) mais relève également que la Turquie et la Pologne ont réalisé des taux de progression de 471,3% et de 140,3% respectivement dans le sillage de l'introduction de vols directs par Turkish Airlines. Les marchés allemand (+37,3%) et britannique (+5,8%) ont aussi amélioré leurs performances alors que celui de la Chine a subi un repli de 5,9%, baisse qui, selon Statistics Mauritius, serait due à une « decrease in seat capacity ».

Poursuivant son analyse des arrivées, Statistics Mauritius observe que 14,6% (85 357) des touristes qui ont visité le pays au cours des premiers six mois de l'année étaient âgés de 60 ans ou plus. Par ailleurs, 43% des touristes ayant effectué des escales à Maurice dans le cadre des croisières étaient dans ce même groupe d'âge. Statistics Mauritius relève également qu'un « high proportion of tourists arrived mainly by direct flights from their country of residence » et que les Emirats Arabes Unis ont servi de point de transit pour un grand nombre de touristes, en particulier ceux venant de Russie et de Suisse. De plus, un peu moins de 50% des touristes allemands, italiens et britanniques ont voyagé par vols directs. Pour ce qui est des nuitées, on note une progression de 8,4% pour le premier semestre 2016, la durée moyenne de séjour d'un touriste se

situant à 10,5 nuits, contre 10,6 nuits pour la période janvier-juin 2015. Les données officielles indiquent que 111 des 116 hôtels enregistrés étaient en opération fin juin 2016. Cinq établissements avaient été fermés temporairement en raison de travaux de rénovation. Le taux d'occupation pour l'ensemble du secteur hôtelier s'est élevé à 70% pour le premier semestre 2016, contre 67% pour la période correspondante de 2015. Le taux d'occupation des lits est, lui, resté inchangé, soit à 62%. En ce qui concerne les hôtels comptant plus de 80 chambres, le taux d'occupation des chambres a grimpé de 69% à 73%. Hausse également du taux d'occupation des lits : de 64% à 66%.

Notons par ailleurs que la hausse de 9,9% des arrivées du premier semestre 2016 se compare favorablement aux performances enregistrées par les Maldives (+1,8%) et les Seychelles (8,9%). Le Sri Lanka a par contre réalisé une croissance supérieure (+16,2%).

<http://www.lemauricien.com/article/tourisme-les-arrivees-et-recettes-revues-la-hausse>